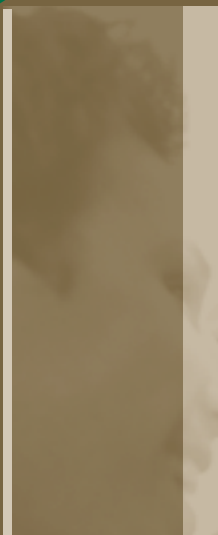




COMMISSION
EUROPÉENNE

Recherche communautaire

LA RECHERCHE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ONU-HABITAT ET L'UE



LA CRÉATION D'UN MONDE DE VILLES DURABLES



ONU-HABITAT



DÉVELOPPEMENT DURABLE, CHANGEMENT GLOBAL ET ÉCOSYSTÈMES

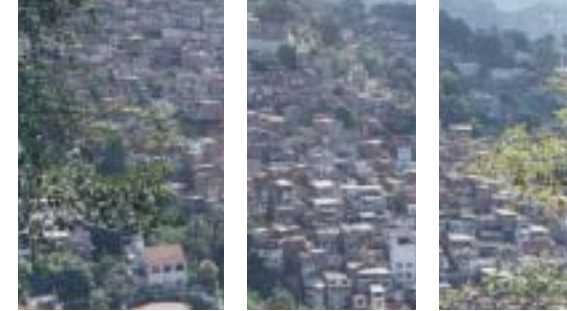
EUR 21157

La recherche européenne vous intéresse?

Notre magazine **RDT info** vous tient au courant des principaux développements dans ce domaine (résultats, programmes, événements, etc.). RDT info est disponible gratuitement en allemand, en anglais et en français, sur simple demande à:

Commission européenne
Direction générale de la Recherche
Unité «Information et communication»
B-1049 Bruxelles
Fax (32-2) 29-58220
E-mail: research@cec.eu.int
Internet: http://europa.eu.int/comm/research/rtdinfo/index_fr.html

APPRENTISSAGE MUTUEL



Améliorer l'environnement urbain et la vie des citoyens devient un problème majeur dans l'effort mondial mis en œuvre pour atteindre le développement durable. Les villes, énormes consommatrices de ressources, abritent la moitié de la population mondiale, soit près de 3 milliards de personnes. Un tiers de celles-ci vivent dans une pauvreté extrême dans les bidonvilles en pleine expansion des pays en voie de développement et ce chiffre pourrait doubler dans les 30 prochaines années⁽¹⁾. Tant pour les nations riches que pour les pauvres, il devient urgent de gérer la croissance des villes tout en respectant l'environnement et les besoins des citoyens.

Les différentes étapes vers la création de villes durables doivent être fondées sur une recherche de très haute qualité. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT) et la Direction-Générale Recherche de la Commission européenne contribuent à l'organisation cette recherche. Le travail d'ONU-HABITAT se concentre sur l'Agenda Habitat de 1996 et sur les Objectifs de Développement du Millénaire adoptés en 2000. Il vise à procurer un logement et des services convenables aux citoyens les plus pauvres des pays en développement et à créer des établissements humains durables. Entre temps, l'Union européenne poursuit sa « Stratégie pour le développement durable », en finançant des études permettant aux villes d'équilibrer leurs préoccupations environnementales, économiques et sociales à tous les niveaux et ce, tant en Europe que

dans le reste du monde. Les deux institutions reconnaissent qu'il existe de grandes similitudes dans les problèmes qu'elles abordent et les solutions qu'elles proposent.

Des problèmes similaires apparaissent aux quatre coins du monde et surtout dans les domaines clés que sont la gestion et la gouvernance urbaine, la planification de l'occupation des sols et le logement durable. L'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud peuvent apprendre de leurs expériences respectives. À travers des programmes de recherche, ONU-HABITAT et l'Union européenne génèrent des outils et des technologies accessibles et peu coûteuses afin d'aider les autorités municipales à améliorer l'environnement urbain, tant sur le plan physique que socioéconomique. Les deux institutions ont rassemblé un grand nombre d'expériences et d'études sur les villes ayant mis en place différentes politiques.

Cette brochure marque le début d'une initiative visant à partager les fruits de tels efforts. Donnant un aperçu des réalisations d'ONU-HABITAT et du Programme-cadre de l'UE pour la recherche et le développement technologique, elle offre des exemples de ressources et d'outils pouvant être largement utilisés. Les deux institutions continuent à coopérer dans le domaine de la recherche et travaillent ensemble à la réalisation d'une base de données commune des bonnes pratiques en matière de durabilité urbaine.

Mme Anna Kajumulo Tibaijuka
DIRECTRICE EXÉCUTIVE D'ONU-HABITAT



Philippe Busquin
MEMBRE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE CHARGÉ DE LA RECHERCHE

(1) Nations Unies (2002) "World Urbanisation Prospects: the 2001 Revision, Data Tables and Highlights" (« Perspectives d'urbanisation mondiale: révision, tables de données et événements important de 2001 ») Département des Affaires économiques et sociales, Secrétariat des Nations Unies

DES ROUTES PARALLÈLES VERS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Lors du Sommet de la terre de Rio en 1992, 172 pays ont signé un agenda pour le développement durable, promettant ainsi de travailler dans le sens de l'égalité sociale, de la protection de l'environnement et de la stabilité économique. L'Agenda 21 est progressivement adopté à tous les niveaux de gouvernement partout dans le monde mais il n'a toujours pas résolu les problèmes de celui-ci. L'écart entre riches et pauvres continue à se creuser. Une personne sur six vit dans des conditions scandaleuses dans les bidonvilles surpeuplés des villes. Ce chiffre pourrait doubler d'ici trente ans. L'environnement est sévèrement détérioré et les riches consomment toujours de manière inéquitable l'ensemble des ressources mondiales.

Lentement mais sûrement

Personne n'attendait de solution miracle. Mais malgré l'aggravation constante de la situation, 12 ans après Rio, d'énormes progrès ont été accomplis pour la compréhension des problèmes, la sensibilisation et la recherche de solutions. La moitié de la population mondiale vivant aujourd'hui en ville, il est de plus en plus admis que la recherche et l'action dans le domaine du développement durable devraient se concentrer sur l'environnement urbain et les conditions de vie des pauvres. L'Union européenne et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT) ont débuté leurs recherches pour des villes durables il y a plus de 5 ans et leurs efforts commencent à porter leurs fruits.

L'Assemblée Générale des Nations Unies donna son mandat à ONU-HABITAT en 1978 afin de promouvoir des villes durables sur le plan social et environnemental et avec l'objectif de procurer à tous un logement convenable. En 2000, les Nations Unies ont adopté la « Déclaration du Millénaire », un agenda du développement pour les 20 prochaines années, résumé en 8 objectifs de développement pour le Millénaire. ONU-HABITAT a été chargée du suivi des progrès réalisés pour une des cibles de ces objectifs – réussir, d'ici 2020, à améliorer la vie d'au moins 100 millions de personnes vivant dans des bidonvilles, représentant tout juste 10% de la population urbaine mondiale vivant dans ce type d'habitations. Depuis la signature il y a trois ans de la Déclaration du Millénaire, la population des bidonvilles a augmenté de 75 millions.



En travaillant à la réalisation de cette cible, ONU-HABITAT dépense chaque année environ 300 millions de dollars pour ses campagnes mondiales, soutient plus de 150 projets dans 61 pays et mène la recherche au niveau des mécanismes de suivi. Concernant essentiellement les citoyens vivant dans des bidonvilles, la plupart des activités d'ONU-HABITAT sont concentrées dans les pays en développement. En Afrique subsaharienne, 72% des habitants des villes vivent dans des bidonvilles. Dans ces pays, le développement urbain durable concerne les besoins humains de base – amélioration du logement, droits à l'occupation et fourniture de services. Cependant, ONU-HABITAT inclut dans ses recherches les nations riches comme les nations pauvres et a des bureaux partout dans le monde, notamment un en Europe de l'Est et un en Amérique. Elle a identifié la bonne gouvernance, la planification de l'occupation des sols, la sécurité d'occupation, le logement convenable ainsi que les services et les infrastructures fiables comme les problèmes clés de la transformation des villes en milieux mieux adaptés et plus durables pour les pauvres.

Outils et technologies

Au sein de l'Union européenne, les citoyens représentent 80% de la population. De nombreuses villes européennes sont à la fois riches et belles mais elles rencontrent encore de sérieux problèmes environnementaux et sociaux. Trafic routier très encombré, procédés de construction inappropriés, les villes continuent de s'étaler, de nuire à l'environnement et de nombreux citoyens n'ont pas accès à la prospérité.

Au moins 33 millions d'européens, soit 6% de la population urbaine, vivent dans des « bidonvilles », tels que définis par ONU-HABITAT suivant les critères d'assainissement, d'approvisionnement en eau, de surpopulation, de qualité de construction du logement et de sécurité d'occupation.



WHO/P. Virof

De 1999 à 2002, l'Action-clé « la ville de demain et le patrimoine culturel », qui fait partie du Programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche, a soutenu environ 140 projets de recherches dans le domaine du développement urbain pour un coût total s'élevant à 170 millions d'euros. Le programme a identifié quatre thèmes majeurs: la gestion et la gouvernance, le patrimoine culturel, le milieu bâti et le transport urbain durable.

La priorité de cette Action-clé était de trouver des moyens peu coûteux pour mettre en place un développement durable dans les villes européennes. Ces moyens incluaient à la fois des approches et des outils nouveaux en matière de prise de décisions ainsi que des technologies environnementales spécifiquement conçues pour des applications urbaines, telles que la réhabilitation et la réutilisation des sites et bâtiments. Dans un premier temps, la recherche s'est concentrée sur les besoins des autorités urbaines et environ 400 d'entre elles ont directement été impliquées.

Dans le cadre de son Programme de coopération scientifique internationale (INCO), l'Union européenne soutient également des études dont les thèmes ont beaucoup de points communs avec ceux d'ONU-HABITAT. En effet, cette dernière travaille en collaboration avec les pays en transition et les pays en développement sur des problèmes de gestion durable et notamment sur le développement urbain. À la suite de la deuxième conférence d'ONU-HABITAT en 1996, l'INCO a entamé des recherches dans le domaine de l'interaction entre le rural et l'urbain. Il finance actuellement un certain nombre de projets sur la gouvernance régionale et la gestion des ressources naturelles à l'intérieur et aux abords des villes.

Partager les bénéfices

Les villes des pays en transition et des pays en développement ont sans aucun doute beaucoup à apprendre des recherches menées dans les villes européennes plus riches. Beaucoup de pays en développement n'ont par exemple encore jamais admis que l'étalement des banlieues représentait un problème. Cet étalement entraîne la pollution et l'utilisation inefficace des ressources. Or, un problème plus urgent est d'assurer à chacun un accès à l'eau potable. Au sein de l'UE, où la croissance sauvage des banlieues représente un sérieux problème, un gros effort de recherche a été fait pour combattre ce phénomène. En mettant en place les stratégies abordables de réduction d'expansion que l'UE fut une des premières à utiliser, les villes des pays en développement pourraient en tirer un profit considérable à long terme.

En même temps, l'Europe peut apprendre des méthodes de développement urbain testées par les projets d'ONU-HABITAT, surtout dans le domaine de la gouvernance urbaine. Les problèmes d'exclusion sociale, principalement en ce qui concerne les femmes et les minorités ethniques, sont plus importants dans les pays en développement et le fossé entre les riches et les pauvres est souvent énorme. De bonnes méthodes de gouvernance, telles que la budgétisation participative, sont systématiquement testées par ONU-HABITAT et sont encore relativement peu mises à l'épreuve au sein de l'Union européenne.

THÈMES COMMUNS

Trois thèmes communs émergent des recherches en matière de développement urbain durable de l'UE et d'ONU-HABITAT: gestion et gouvernance, planification de l'occupation des sols et logement durable. Dans toutes les régions, la recherche est orientée vers le renforcement des capacités pour une durabilité au niveau local et ses résultats sont donc généralement applicables. Ceci donne aux autorités locales et aux travailleurs communautaires des villes un accès direct à des méthodes, techniques, conseils et formations abordables.

Améliorer la gouvernance urbaine

Une bonne gouvernance est de plus en plus reconnue comme un moyen efficace de changer une ville. Traditionnellement, les villes sont gouvernées de haut en bas par des autorités locales et nationales qui imposent des règles et gèrent tout comme bon leur semble. Dans les démocraties, ce processus est corrigé à intervalles par des élections. Mais la gouvernance est un processus plus inclusif où les citoyens, les entreprises et autres intervenants sont directement impliqués dans les décisions. La bonne gouvernance améliore la durabilité en ce qu'elle assure que les autorités locales procurent les services que les gens désirent et utiliseront. Elle vérifie constamment la qualité du travail. Elle renforce au sein de la population le sens de la propriété. Elle peut rendre les villes plus sûres et même plus prospères en stimulant les investissements étrangers.

Depuis 1999, ONU-HABITAT mène une « Campagne mondiale pour la gouvernance urbaine ». De nombreuses campagnes nationales encourageant la gouvernance urbaine sont en cours ou planifiées et des « boîtes à outils » pour résoudre certains problèmes de gouvernance ont été publiées. Ces boîtes à outils sont des compilations de politiques, d'approches et d'instruments testés et expérimentés dans des projets du monde entier. Elles sont toutes disponibles sur Internet ou en version papier.



Participation

La première série d'outils concerne la prise de décisions participative en matière d'urbanisme. Elle explique comment obtenir la participation d'une foule d'intervenants dans le développement des villes. Le défi que représente la recherche de parties intéressées, leur participation au débat et l'harmonisation de leurs exigences sont des choses universellement reconnues. Des nouvelles idées émergent souvent de ce processus. Par exemple, au Malawi, le plan de développement de Blantyre s'est concentré sur la rivière qui était apparue comme un problème à la fois pour les citoyens et pour les entreprises.

Une autre boîte à outils traite de la budgétisation participative. Cette innovation dans les domaines du financement municipal et de la démocratie locale a vu le jour en Amérique du Sud et associe les populations locales à la redistribution des ressources financières publiques. Environ 250 villes en font l'expérience. La dernière boîte à outils est la réponse d'ONU-HABITAT à une demande croissante d'informations et explique comment la traiter.

L'égalité entre hommes et femmes est un point central des activités d'ONU-HABITAT. Souvent, les femmes des pays en développement n'ont pas de pouvoirs (un pays en développement sur quatre a des lois interdisant aux femmes de posséder des biens fonciers ou de bénéficier de prêts). Et pourtant, les femmes peuvent opérer des changements radicaux et positifs dans la société. ONU-HABITAT a développé des méthodes pour impliquer les femmes dans la gouvernance locale. Au Brésil, le Programme intégré Santo Andre pour l'inclusion sociale, qui fut notamment récompensé, est inclus dans la base de données des meilleures pratiques d'ONU-HABITAT et a été partiellement financé par la Commission européenne. Une partie du programme employait des agents communautaires pour sensibiliser la population aux difficultés des femmes et pour impliquer celles-ci dans les

problèmes locaux, de la collecte des déchets à l'alphabétisation. Les femmes devinrent de plus en plus actives au sein de leur communauté, montèrent de petites entreprises et se sentirent plus en sécurité chez elles.

À plus grande échelle, un projet INCO financé par l'UE aide les gouvernements locaux à impliquer leurs communautés dans la gestion des eaux du bassin de la rivière Limpopo en Afrique du Sud. Le bassin alimente 15 millions de personnes et 10 grandes villes.

Des millions d'utilisateurs de cette eau n'appartiennent pas aux puissants lobbies très bien organisés et ont besoin d'être soutenus pour faire entendre leur voix. Un autre projet INCO étudie des solutions rendant les communautés multiculturelles d'Amérique latine autonomes et espère pouvoir offrir des conseils aux autorités régionales et municipales quant à la résolution de conflits et au renforcement de la communauté dans les zones multiculturelles.

Participation des intervenants

La gouvernance fut aussi un des quatre fils conducteurs de la recherche menée par l'Union européenne sur « la ville de demain et le patrimoine culturel ». Celle-ci insistait sur la promotion d'une prise de décision plus équilibrée et transparente impliquant tous les intervenants urbains.

Des projets comme DEMOS, qui testent des moyens innovants d'impliquer les citoyens dans les gouvernements locaux, essaient d'améliorer directement la participation à la prise de décisions. Le projet a eu recours à la participation via Internet, à des kiosques d'informations et même à des productions théâtrales. Aussi a-t-on découvert que les municipalités locales sont trop larges pour s'impliquer de manière efficace dans une prise de décision participative, qui fonctionne mieux dans les banlieues dont la population ne dépasse pas les 10 000 habitants. Ceci est confirmé par le succès rencontré par les sous-centres urbains créés dans les



Au Kosovo, où ONU-HABITAT a lancé plusieurs initiatives de gouvernance urbaine, le pont de Mitrovica sépare serbes et albanais.

zones à bas revenus de Medellin, en Colombie, dans le but de créer un lien entre la population et leur gouvernement local (base de données des meilleures pratiques d'ONU-HABITAT). Le programme « Cities Alliance » vise à éliminer les bidonvilles des villes en rassemblant les gens au niveau de leur voisinage, comme le font les réseaux des pauvres des villes au Cambodge, où les gens peuvent s'exprimer à travers les groupes d'épargne et de crédits.

La qualité de leur environnement physique est une grande priorité pour beaucoup de citoyens européens. Une bonne gouvernance est tout aussi importante pour aborder ce problème. Le projet Integaire relie le public aux scientifiques et aux autorités gouvernementales qui tentent de réduire la pollution atmosphérique des villes. Le projet a mis en place une base de données des bonnes pratiques qui comprend des moyens d'informer le public au sujet de la qualité de l'air ainsi que des méthodes de consultation des citoyens à ce sujet, telles que des tables rondes. Un autre projet, le « Label Communal », a examiné comment les personnes pouvaient s'impliquer pour évaluer l'usage de l'énergie dans leur communauté et travailler ensemble à la réduction de la consommation énergétique.



Devenir transparent

Pour que les gens aient confiance et s'investissent dans un système de gouvernance, ils doivent comprendre comment cela fonctionne et comment les décisions sont prises. La transparence est l'un des sept principes de bonne gouvernance, adoptés par la Campagne des Nations Unies pour la Gouvernance urbaine.

Obtenir la transparence n'est pas chose facile. Il faut pour ce faire attaquer de front la corruption et ceci est souvent synonyme de changements fondamentaux dans la manière dont les choses sont faites.

Dans le monde entier, les gouvernements locaux testent différentes méthodes. Le village de Bellandur en Inde et la ville de Baltimore, aux États-Unis, ont introduit des systèmes d'e-gouvernance qui ont recours aux technologies de l'information pour avertir le public et tenir les autorités responsables. À Karachi, au Pakistan, les soumissionnaires de contrats en matière d'eau et d'assainissement ont signé un « Pacte d'intégrité anti-corruption » qui permet aux autorités locales d'économiser des millions de dollars.

En collaboration avec « Transparency International », ONU-HABITAT a diffusé plus de 70 expériences comme celles-ci dans une « **boîte à outils pour la transparence** ». Achevée en mars 2004, cette publication décrit 29 façons de rendre les choses plus claires.

Pour plus d'informations | <http://www.unhabitat.org/campaigns/governance/>
<http://www.transparency.org>

Évaluation

Évaluer la gouvernance est une chose importante. Les intentions des villes ont beau être honorables mais pour être sûr d'opérer les bons changements, il est nécessaire d'équilibrer les pouvoirs. Les gens se sentent-ils plus impliqués ? « Local Evaluation 21 » est un projet européen qui a conçu un outil en ligne: « Local Evaluation 21 » (www.localevaluation21.org) pour permettre aux autorités locales d'évaluer leurs progrès dans la réalisation de l'Agenda 21 en se concentrant sur des méthodes de gouvernance améliorées. ONU-HABITAT est en train de tester un indice permettant de mesurer la qualité de la gouvernance urbaine sur base d'indicateurs qui vont de la publication ou non des comptes des gouvernements locaux à l'existence de politiques de prix en matière d'eau favorisant les plus pauvres.

Les technologies de l'information sont un thème récurrent en ce qui concerne les nouvelles méthodes de gouvernance. Beaucoup d'outils créés par ONU-HABITAT et la recherche européenne peuvent être obtenus gratuitement sur Internet. La participation électronique est aussi une méthode très en vogue. En effet, exprimer ses idées en ligne est facile et peut se faire de chez soi. Or, dans les pays en développement et dans certains nouveaux pays européens, l'accès à un ordinateur est limité. L'utilisation des technologies de l'information ne doit pas exclure les groupes qui sont déjà défavorisés. Un projet financé par le programme européen INCO « e-learning for sustainability: building capacity for change in African local authorities », est en train d'examiner une formation adéquate pour le développement durable.

Plan-cadre

Équilibrée, la planification d'une utilisation stratégique des sols est essentielle pour des villes durables. Les espaces aménagés qui n'intègrent pas les aspects de durabilité couvrent des zones assez vastes et contribuent ainsi à l'extension sauvage des villes. Le développement d'habitations à usage unique ou celui d'industries légères rend souvent minime leur accès à des infrastructures et des services tels que les transports et l'eau.

Plus une ville est vaste et étendue, plus il est nécessaire d'organiser le transport des biens et des personnes et plus les problèmes de trafic et de pollution sont importants. L'idée européenne des villes durables est celle d'établissements à la densité assez élevée, avec une réutilisation systématique des sites centraux et avec des aménagements diversifiés



Page d'accueil du site web du projet Velo.info.

Le vélo devrait être inséré dans les plans de transport, comme il l'est ici à Oslo.

pour encourager les gens à vivre et à travailler dans les petites localités, réduisant ainsi leurs besoins de se déplacer. Pour aider à la réalisation de cette idée, l'Action-clé « la ville de demain et le patrimoine culturel » a donné la priorité à trois domaines de recherche: l'intégration de l'occupation des sols et des plans de transport, la réduction de l'extension sauvage des villes et la revitalisation des sites désaffectés.

Le « Cluster on Land Use and Transport Research (LUTR) » (Module de recherche sur l'aménagement du territoire et les transports) de l'UE qui regroupe 12 projets, donne aux autorités locales des moyens pour faciliter l'introduction de la durabilité dans leurs projets. Le LUTR offre une compilation assez complexe d'impacts de différentes politiques en matière de santé, d'efficacité économique et de qualité de vie, des méthodes pour élaborer les politiques d'occupation des sols et de transport compatibles et des approches plus spécifiques des problèmes de transport comme la réduction du transport de marchandises et de l'encombrement des routes principales.

Une meilleure mobilité peut être obtenue en mettant en place des transports publics peu coûteux et des infrastructures pour les vélos, qui aident à réduire la pollution atmosphérique et sont un moyen de transport idéal surtout pour les jeunes. Un projet européen dirigé par les Pays-Bas, Velo.info, a créé un centre d'informations en ligne en matière de politique encourageant l'usage du vélo. Au sein du Programme de transport urbain (Urban Transport Programme) d'ONU-HABITAT, il existe également des projets qui mettent l'accent sur l'utilisation du vélo, comme le projet de développement de micro-entreprises à Nairobi (Micro-Enterprise Development Project), dans lequel des vélos spéciaux sont testés comme véhicules commerciaux à petite échelle.

Ce que tout le monde pense

Edinburgh a un problème. La ville voudrait offrir un excellent service de transports publics mais elle n'en a pas les moyens. Une solution serait de récolter de l'argent en faisant payer aux gens l'utilisation des routes. Depuis cinq ans, le conseil de la ville consulte les entreprises publiques et locales sur la possibilité d'une telle action.

Jusqu'ici, aucun accord n'a été conclu mais d'autres villes peuvent apprendre de ce processus. La participation fait économiser de l'argent et du temps en garantissant un large soutien et peut entraîner de nouvelles solutions. Un système de transport bien organisé et porté publiquement peut augmenter l'activité économique d'un tiers et offre même davantage de bénéfices lorsqu'il est combiné avec une stratégie d'affectation des sols réduisant la demande de transports. Mais faire adopter une telle stratégie est assez complexe. Chaque ville est différente. À tous les niveaux il y a des intérêts à prendre en compte, de ceux du gouvernement international à ceux de l'homme du bus.

Un partenariat européen, **Prospects**, a étudié pendant trois ans la façon dont les décisions en matière d'occupation des sols et de transport sont prises dans 60 pays européens. Une série de guides ont ensuite été écrits afin d'aider n'importe quelle ville à élaborer un plan cohérent dans ces matières.

Pour plus d'informations | <http://www-ivv.tuwien.ac.at/projects/prospects.html>

Reformer les banlieues

Contrairement aux quartiers de bidonvilles en ruines des pays en développement, la criminalité et la pauvreté en Europe sont de plus en plus concentrées dans les tours de béton des cités d'après-guerre, modèles de la modernité urbaine.

Prenez par exemple la Ville Nouvelle à Lyon, en France, où 20 000 personnes sont logées dans des blocs datant des années 1960 et où règnent chômage, racisme et criminalité. Ou encore la cité Trinitat Nova, à l'extérieur de Barcelone, construite dans les années 1950 pour les ouvriers et où 12 000 pauvres vivent aujourd'hui isolés des transports et autres aménagements publics. Le projet européen « **Restate** » (Restructuring Large-scale Housing Estates in European Cities) enquête sur 31 cas du même genre. Un partenariat entre 12 universités et instituts de recherches analyse les racines économiques et sociales de ces cités et examine les réponses de diverses politiques. Trinitat Nova subit en ce moment d'importantes restructurations avec une large participation de la population. À Jönköping, en Suède, le gouvernement local propose des emplois aux immigrants des grandes cités. Ces approches peuvent-elles changer une banlieue ? « Restate » publiera un guide sur la gestion des grandes cités d'après-guerre et une base de données des réponses des résidents aux politiques actuelles.

Pour plus d'informations | <http://www.restate.geog.uu.nl/>

Chute ou croissance?

Certains projets européens tentent de comprendre les causes de l'extension anarchique des villes et élaborent des méthodes pour contrôler ce phénomène. Par exemple, Urbs Pandens, étudia les schémas de telles extensions sauvages dans 7 villes européennes. Le projet est en train de publier un guide de politiques sur CD-ROM qui montre aux planificateurs comment gérer les différentes formes d'extension anarchique urbaine. Celles-ci ne sont peut-être pas une priorité dans les pays en développement mais pour de nombreux pays, il est nécessaire d'empêcher les villes de s'étendre davantage. Nakuru, la quatrième plus grande ville du Kenya, est cernée par un cratère au nord, un lac au sud, des champs cultivables à l'est et des terres instables à l'ouest. Mais la ville a un énorme potentiel économique et veut grandir et se développer. Dans ce cas, une planification prudente et un usage adéquat de l'espace disponible sont essentiels.

Nakuru est une des trois villes bénéficiant du programme « Localising Agenda 21 » d'ONU-HABITAT qui aide à la mise en œuvre de plans de construction stratégiques. Une vision à long terme, des plans d'action suivant des objectifs bien spécifiques et la participation d'intervenants sont les pivots de chaque projet. Les villes gagnent par exemple à faire le lien entre leurs idéaux en matière de développement économique, l'occupation des sols et les plans de transport.

En Europe, une troisième priorité est la réutilisation des ressources urbaines, et plus particulièrement du sol, afin d'éviter les développements urbains inutiles. Les sites situés au cœur des villes sont souvent abandonnés, suivant que les industries sont en





pleine expansion ou qu'elles déclinent. Il peut dès lors s'avérer difficile de redévelopper ces sites à cause du risque de contamination. Malgré une situation intéressante en termes de transports et d'aménagements publics, les usines à gaz, les dépôts de carburants, les décharges ou les usines chimiques sont souvent des sites laissés à l'abandon. La réhabilitation de ceux-ci est l'objet d'une étude européenne en cours, utilisant une variété d'approches allant de la création de nouvelles techniques de sondage à celle d'un logiciel pour gérer l'évaluation scientifique d'un site pollué. Le grand projet Cabernet forma lui, un réseau d'experts provenant de 21 pays visant à garantir un accès coordonné à l'information et à la recherche sur les sols contaminés.

La planification d'une affectation durable du sol doit répondre aux besoins et aux attentes des citoyens. Les développements devraient inclure des aménagements publics, des opportunités d'emplois locaux et des espaces verts, c'est-à-dire les aspects d'une ville que l'on retrouve rarement dans les plans de développement économique. Une série de projets européens concernent la planification des espaces verts des villes. Le projet Greenscom élabore par exemple un guide de conseils largement applicables sur la manière de planifier les espaces verts urbains.

La possibilité d'une utilisation multifonctionnelle du sol, comme les zones humides aménagées de façon à traiter les eaux domestiques de manière peu onéreuse et pouvant faire office d'espace vert ou de récréation, est actuellement étudiée par plusieurs projets INCO en Asie, en Europe et dans les États indépendants de l'ancienne URSS.

Construit pour durer

Un autre problème qui persiste pour les villes durables du monde entier est de savoir comment garantir à tous un logement durable et de qualité. Dans un contexte de pauvreté extrême, la sécurité d'occupation, l'approvisionnement en eau ainsi que le prix abordable, la sécurité et la durabilité des maisons sont des problèmes urgents. La Campagne mondiale d'ONU-HABITAT pour la sécurité d'occupation encourage des politiques et stratégies qui garantissent aux citoyens les plus pauvres des droits sur le logement et la terre qu'ils occupent afin qu'ils ne puissent pas en être expulsés de force sans en être avertis.

La construction de maisons qui sont à la fois durables, peu coûteuses et écologiques est un élément incontournable pour le développement de villes durables partout dans le monde. De nombreux bidonvilles, construits sans fondations sur des sols instables, ne peuvent tout simplement pas être qualifiés de logements convenables. Quelques projets applaudis par la base de données des meilleures pratiques d'ONU-HABITAT encouragent ou testent de meilleures techniques de construction, telles que les maisons construites avec des pneus recyclés au Brésil ou l'utilisation de technologies peu coûteuses afin de contrer les insectes porteurs de la maladie de Chagas en Bolivie.

La majeure partie de la recherche européenne pour le logement durable se concentre sur l'amélioration des techniques de construction, l'entretien, la rénovation et la destruction des édifices ainsi que la réduction de l'utilisation des ressources en utilisant une série de méthodes allant du tri des déchets de construction sur les sites aux nouveaux matériaux de construction. Comment réutiliser d'anciennes fondations dans la construction de nouveaux buildings est le sujet d'un projet (Rufus), tandis qu'un autre projet (Sustainable Housing for Europe) construit dans 8 villes européennes près de 800 maisons témoins écologiques, abordables et ayant une faible consommation d'énergie. La recherche européenne a généré une base de données en ligne de plus de 500 indicateurs de durabilité pour des projets de bâtiments et un code international des pratiques pour la construction durable.



Édifier des bâtiments résistant aux catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre et les inondations est une sérieuse préoccupation dans beaucoup d'endroits de la planète. Les projets européens se basent sur des modèles permettant de prédire le risque de tremblements de terre et sur des méthodes de construction visant à rendre les édifices moins dangereux en cas de catastrophe. Une étude d'ONU-HABITAT a réuni de nombreux exemples de nouvelles techniques de construction dans les zones sismiques.

De l'eau, partout de l'eau

Assurer un logement urbain convenable et durable dans les pays pauvres exige de travailler à la réalisation d'un autre Objectif de Millénaire pour le Développement: la réduction de moitié du pourcentage de la population privée d'un accès régulier à l'eau potable. Les directions de la recherche de l'UE et ONU-HABITAT gardent toutes deux cet objectif à l'esprit.

En Afrique subsaharienne, moins de 20% des bidonvilles sont approvisionnés en eau potable, et seulement 7% sont connectés à un système d'égouts. Assurer l'approvisionnement en eau dans les villes en appliquant les principes de bonne gouvernance urbaine est le but visé par les programmes d'ONU-HABITAT « Water for African and Asian Cities ». Ces programmes encouragent les communautés à économiser l'eau et à entretenir les aménagements pour l'assainissement à travers des campagnes de sensibilisation comme la semaine de l'eau organisée à Addis-Ababa. Ils cherchent également des moyens pour soutenir les investissements extérieurs dans les domaines de l'eau et de l'assainissement et ils publient des études de cas qui ont fait leurs preuves.

Le programme INCO de l'Union européenne a fait de la gouvernance des ressources en eau une de ses priorités. En Afrique et en Asie, des projets examinent des politiques pour améliorer la gestion de l'eau et l'assainissement à travers la formation et la participation de la population. Au sein de l'INCO, la section recherche de l'Initiative européenne pour l'eau a concentré l'attention internationale sur la gestion intégrée des ressources en eau au niveau des bassins régionaux des rivières afin que les personnes bénéficiaires de cette eau, y compris dans les villes, ne créent pas de problèmes aux autres utilisateurs.

Dans le cadre de l'Action-clé « Sustainable management and quality water », l'Union européenne finance également toute une série de projets pour la gestion durable de l'eau dans les villes. Ces projets concernent principalement des solutions avancées comme des outils informatiques pour la gestion et la rénovation des systèmes d'eau urbains et de nouveaux moyens de traiter cette eau et de la recycler. De telles innovations technologiques sont utiles pour les villes qui construisent pour la première fois des systèmes d'égouts.

L'activité économique favorise l'amélioration
des conditions de vie dans les bidonvilles



Évaluer et contrôler les bidonvilles

Un des principaux objectifs de recherche d'ONU-HABITAT est l'évaluation et le contrôle de l'état des bidonvilles. Une première évaluation mondiale, publiée en octobre dernier, a défini et quantifié les bidonvilles du monde entier et dénombra 924 millions de personnes vivant dans ce type de logements, où elles semblent avoir plus facilement accès à l'électricité qu'à un système d'égouts.

De tels chiffres servent de base à l'effort systématique d'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles. ONU-HABITAT s'est servie de la recherche pour établir des lignes directrices sur la façon dont les pays devraient récolter les données concernant leurs propres bidonvilles. Elle a également utilisé 37 études pour identifier les principaux problèmes et évaluer l'efficacité des réponses des politiques partout dans le monde.

Les découvertes sembleront familières aux chercheurs européens qui travaillent sur les banlieues défavorisées des villes riches. Les problèmes des bidonvilles sont de nature économique. De précédents plans d'amélioration des bidonvilles ont souvent amélioré les infrastructures physiques et relogé les gens dans de nouvelles habitations. Mais ceci ne fonctionne qu'à court terme. Le vrai problème est la pauvreté urbaine. Trouvez un gagne-pain pour les habitants des bidonvilles, donnez-leur accès à l'éducation, à des infrastructures abordables et ce, partout en ville, en empruntant le pouvoir et la sécurité d'occupation et ils amélioreront leurs conditions eux-mêmes.

Pour plus d'informations | « The challenge of Slums: Global Report on Human Settlements », UN-HABITAT (2003)
<http://www.unhabitat.org/>

Plus d'informations

- | Action-clé du 5ème Programme-cadre: **Ville de demain et patrimoine culturel**
<http://www.cordis.lu/eesd/ka4/home.html>
- | Site de la **recherche environnementale** sur le serveur Europa
<http://europa.eu.int/comm/research/environment/>
- | Programme de l'Union européenne pour la Coopération scientifique internationale
http://europa.eu.int/comm/research/iscp/index_en.cfm
- | Programme européen **INCO**
<http://www.cordis.lu/fp6/inco.htm>
- | Stratégie de l'Union européenne pour le développement durable
http://europa.eu.int/comm./sustainable/pages/strategy_en.htm
- | Vers une stratégie thématique sur le développement urbain
http://europa.eu.int/comm./environment/urban/thematic_strategy.htm
- | **ONU-HABITAT**
<http://www.unhabitat.org/>
- | **Base de données des meilleures pratiques** d'ONU-HABITAT
<http://www.bestpractices.org/>
- | Programme **"Cities Alliance – Cities without Slums"**
<http://www.citiesalliance.org/>
- | **Objectifs de développement du Millénaire**
<http://www.un.org/millenniumgoals/>

UNIR LE MONDE URBAIN

En travaillant sur des objectifs à long terme, et notamment sur les objectifs liés à l'eau et aux bidonvilles de la Déclaration du Millénaire pour le Développement, l'Union européenne ainsi qu'ONU-HABITAT continuent à soutenir la recherche sur le développement urbain durable.

L'Union européenne prépare sa Stratégie thématique sur l'environnement urbain, mettant en évidence le besoin d'une recherche en matière urbaine plus poussée au niveau européen. Les villes européennes ont un énorme potentiel économique, surtout en ce qui concerne l'économie technologique qui se base sur la connaissance. Ces villes rencontrent cependant d'importants problèmes environnementaux et sociaux, notamment la dégradation de l'environnement et du patrimoine culturel, les coûts démesurés d'entretien des services publics et les interdépendances complexes avec les zones rurales voisines. Les prochaines activités de recherche de l'UE au niveau des villes pourraient élaborer des technologies environnementales et des outils de prise de décision transférables, tels que ceux liés à la dépollution des terres contaminées et à la construction de bâtiments et d'infrastructures durables, tout en insistant toujours sur une bonne gestion ainsi qu'une bonne gouvernance.

En même temps, ONU-HABITAT a défini un cadre stratégique pour la recherche jusqu'en 2007. Ce cadre comprend un suivi constant des bidonvilles du monde entier, davantage de recherche sur les moyens durables de financer l'amélioration des bidonvilles, la planification proactive du développement urbain et la recherche de stratégies pour augmenter la sécurité urbaine.



En constante expansion –
une image satellite de Mexico.

Agence spatiale européenne

À l'avenir, les recherches de l'UE et d'ONU-HABITAT prendront davantage en considération l'environnement urbain et périurbain et aborderont les nouveaux défis que sont les changements climatiques et les migrations internationales. Les deux institutions rassemblent et évaluent en permanence des exemples de bonnes pratiques en ce qui concerne la gestion durable des villes. La base de données des meilleures pratiques d'ONU-HABITAT contient plus de 1 600 exemples pris dans 140 pays encourageant la durabilité urbaine. Des centaines d'études ont été décrites dans les recherches européennes. Les deux institutions envisagent à présent de combiner ces exemples dans une base de données mondiale des bonnes pratiques pour la gestion durable des villes. Elles ont prévu d'organiser un événement commun en 2005 afin de montrer les résultats de leurs recherches dans le domaine de la durabilité urbaine.

Commission européenne

Créer un monde de villes durables: recherche pour le développement urbain durable et l'aménagement du territoire – ONU-HABITAT et l'UE

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2004 — 12 p. — 21,0 x 29,7 cm

ISBN 92-894-8089-0



ONU-HABITAT et l'Union européenne partageant les résultats de leurs efforts en matière de recherche, leur coopération participe à l'amélioration des conditions environnementales et de la qualité de vie dans les villes du monde entier. Cette publication expose les grandes lignes des réalisations de ces deux institutions dans le domaine du développement urbain durable, tout en offrant des exemples concrets des ressources et outils largement applicables qu'elles ont créés. Elle montre en outre comment un double apport en termes d'expérience et d'expertises profite de la même façon aux villes européennes comme aux villes non européennes.



Office des publications

Publications.eu.int

